



Cette base de données révèle des décennies de louches marchés d'armes d'Israël

Description

Par Sahar Vardi, le 10 février 2021

Israël a exporté des armes pour les gouvernements les plus répressifs du monde. Un nouveau projet tend à le rendre responsable en traquant ces ventes confidentielles.



Un soldat israélien apprend à piloter un drone Skylark (Alouette) le 21 janvier 2013 dans le désert du Negev. (Unité du Porte-parole des FDI)

Au cours des dernières décennies, Israël a paraît-il vendu des armes à environ 130 pays. Et pourtant, quand on creuse un peu, il est impossible de trouver une liste complète de ces pays. A part ses rapports au Registre des Nations Unies sur les Armes Conventionnelles, Israël ne publie aucune information officielle sur ses exportations d'armes.

Il y a de bonnes raisons pour qu'Israël veuille cacher ces ventes, puisque parmi sa clientèle se trouvent certaines des dictatures les plus tyranniques au monde et des auteurs de violations des droits de la personne humaine. Dans cette liste, on trouve l'Afrique du Sud de l'apartheid, la Junte militaire d'Argentine, l'armée serbe pendant le génocide bosniaque, et le Rwanda pendant les années qui ont conduit au génocide dans ce pays.

Plus récemment, Israël a vendu des armes au Sud Soudan et à la junte militaire de Myanmar. Des pays comme le Maroc, le Mexique, l'Arabie Saoudite et d'autres ont commencé à utiliser les logiciels espions israéliens contre les journalistes et l'opposition politique. Certains de ces gouvernements ont commis ce qui relève de crimes de guerre, et encourager de tels crimes est jugé illégal selon le droit international.

Les clients israéliens préféreraient ne rien rendre de cela public. Ainsi, les gros titres sur Israël qui vend un nouveau missile ou un système d'espionnage font souvent mention d'un « pays d'Asie-Pacifique » ou « un pays d'Europe » afin de conserver la confidentialité du client. Cette confidentialité se traduit alors en un manque de responsabilité, et interne et externe, pour ces gouvernements et leurs achats militaires.

Israël refuse lui-même de publier les données. Le gouvernement travaille dans un cadre juridique confortable qui n'exige aucune transparence ni surveillance extérieure, et les sociétés impliquées ont un intérêt économique à maintenir la confidentialité de leurs clients. Tout ceci fait qu'il est presque impossible de découvrir qui vend Israël. Et pourtant, cette information demeure vitale.

Cette donnée est cruciale pour les militants qui, ces dernières années en Israël, ont réclamé et parfois réussi à obtenir l'arrêt des ventes d'armes israéliennes aux pays qui commettent des violations flagrantes des droits de la personne humaine. Mais ces campagnes sont irréalises sans la possibilité de traquer les ventes d'armes actuelles.

Pour essayer de présenter ces informations au public, le Comité Quaker américain but non lucratif American Friends Service a lancé la Base de données des Exportations Militaires et Sécuritaires d'Israël (DIMSE). Au cours de l'année dernière, nous avons collecté les informations publiquement disponibles sur les exportations militaires et sécuritaires israéliennes des deux dernières décennies. En utilisant les rapports sur les importations, les publications des sociétés exportatrices, les rapports des médias et d'autres, nous avons pu rassembler des informations, non seulement sur les ventes elles-mêmes, mais aussi sur les relations politiques et militaires des différents pays acheteurs avec Israël, des informations sur la situation des droits de la personne humaine dans ces pays et leur utilisation des armes israéliennes dans leurs violations des droits de la personne humaine.

[Regardez la vidéo ici](#)

Ce genre d'information est vital pour les militants dans des endroits comme le Mexique, où le logiciel espion israélien   Pegasus à a  t utilisé contre des journalistes et des militants des droits de l'homme. Par ailleurs, l'information est vitale pour les militants de la solidarité avec la Palestine qui réclament un embargo sur les armes contre Israël afin de permettre de mettre fin à l'occupation. C'est une exigence spécialement importante si l'on considère que les opérations militaires à Gaza et en Cisjordanie servent de laboratoire aux fabricants d'armes israéliens qui peuvent développer, tester et puis vendre leurs armes comme à testées sur le terrain à.

Cette base de données permet aux utilisateurs de faire leurs recherches par pays, par produits (systèmes militaires et sécuritaires), ou par principales sociétés militaires israéliennes. La base de données contient actuellement des informations sur près de 50 pays, 30 systèmes militaires et 11 sociétés, et elle sera continuellement mise à jour.

La base de données n'est pas complète et, en raison de la confidentialité intransigeante du commerce des armes, elle ne le sera probablement jamais. Peut-être un jour serons nous capables de comprendre entièrement et en toute confiance à quel point Israël est complice des violations des droits de l'homme à travers le monde. Mais pour l'instant, ce que nous pouvons faire, c'est en apprendre davantage sur les exportations d'armes par Israël, le dévoiler partout où c'est possible, et rejoindre les militants qui, dans le monde entier, se battent contre la militarisation et la violation des droits de la personne humaine.

Marchés d'armes israéliens | Exportations d'armes israéliennes

Sahar Vardi est un militant antimilitariste israélien et l'un des fondateurs de Hamushim, projet qui défie l'industrie militaire et le commerce des armes d'Israël.

Source : [+972 Magazine](#)

Traduction : J. Ch. pour l'Agence média Palestine

Tags

1. armes
2. base de données
3. gouvernements
4. gouvernements
5. ventes confidentielles

date créée

2021/02/12